

REGARDS SUR LA RÉVOLUTION RUSSE



Par Myriam Djegham,
Secrétaire fédérale du CIEP-MOC Bruxelles

Ce centième numéro du Chou fait un détour historique par la révolution russe dont c'est le centenaire cette année. S'il a plus de résonance dans la branche socialiste du mouvement ouvrier, il n'empêche que son héritage est lié à des questions fondamentales qui se posent toujours aujourd'hui à l'ensemble des travailleurs, avec et sans emploi : existe-t-il un système économique moins destructeur des personnes, de la nature et de la démocratie que le capitalisme ? Si oui, lequel et comment le faire advenir ? Face à quasi 40 ans de recul social et d'absence de transition écologique, face à la colère des jeunes, aux occupations des places publiques et aux critiques du parlementarisme, mais aussi face aux sirènes intégristes et fascistes, le mouvement ouvrier et les partis de Gauche doivent se remettre en question et réévaluer leurs objectifs et leurs stratégies. Si nous sommes sourds, nous risquons de devenir complices.

Dans une société de l'immédiateté que ses promoteurs prétendent sans avenir ni passé, rappelons que l'histoire est pleine d'enseignements qui doivent nous aider à construire des chemins vers un avenir meilleur. Mais l'analyse et l'interprétation d'événements historiques ne sont pas neutres. Comme vous le lirez dans ce Chou, il nous faut encore en débattre et, de l'analyse partagée, faire émerger des stratégies adaptées au contexte actuel.

Le terme « révolution », compris ici comme changement radical de système économique, a été quasiment banni de nos organisations ou balayé d'un revers de la main comme un rêve naïf et inatteignable. Il nous faut être pragmatiques et responsables, en effet, et donc... tout faire pour sortir du capitalisme ! Les résultats dramatiques du modèle soviétique semblaient prouver que seule la voie social-démocrate pouvait contribuer à améliorer le sort des populations. Mais depuis la chute du mur de Berlin, l'histoire montre la face destructrice du capitalisme et les tentatives de régulation aboutissent de moins en moins à des résultats tangibles et durables. Avec les printemps arabes et les mouvements d'occupation de places publiques, le terme « révolution » a refait surface.

Avec du recul, demandons-nous si la dégénérescence de la révolution russe en une bureaucratie totalitaire était le seul aboutissement possible du souffle démocratique et progressiste insufflé par les soviets. Et si l'on peut facilement être d'accord aujourd'hui sur le fait que le socialisme mis en œuvre par Blair, Renzi ou Hollande n'a rien à voir avec le socialisme, ne pourrait-on aussi dissocier l'organisation économique en Union soviétique du projet socialiste décrit par Marx et Engels ?

Au delà de l'analyse historique, nous avons voulu alimenter le débat par trois positions volontairement partisans. Evidemment la stratégie révolutionnaire y est défendue, vu le thème de ce numéro. La stratégie réformiste, celle qui prône une sortie progressive du capitalisme par la voie parlementaire en reprenant mesure après mesure du pouvoir au travers de la concertation, plus ou moins conflictuelle, avec le patronat, y a également sa place. Notons qu'il n'a pas été facile de trouver un auteur pour défendre cette thèse que certains qualifieront de « révolutionnaire » aujourd'hui, vu le glissement de la Gauche traditionnelle vers le centre, voire le centre droit. Alors qu'il y a un large consensus autour de la critique des conséquences du capitalisme, le remplacement de ce système par un autre n'est parfois même plus une perspective. A côté du désaccord historique entre défenseurs de la révolution et réformistes, émerge une troisième option, la réappropriation modérée de la voie prônée en son temps par la philosophie libertaire et les pratiques autogestionnaires. Il ne s'agit plus de changer le système mais de créer des micro-espaces qui fonctionnent selon d'autres règles que nous aurons définies collectivement. Là aussi, l'analyse historique de la reprise en main des coopératives par le marché — notamment celles du MOC —, devrait être faite pour éviter de reproduire les mêmes erreurs.

Plus encore que les numéros précédents, ce Chou vise à alimenter un débat que nous devons mener d'urgence. N'hésitez pas à nous communiquer vos réactions.



QUELLES LEÇONS RETIRER DE L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION RUSSE ?

Par Gilles Maufray et Pietro Tosi, animateurs au CIEP-MOC Bruxelles

La révolution russe de 1917 a été l'un des plus grands événements de l'histoire contemporaine. Pour la première fois après la tentative de la Commune de Paris, les ouvriers et les paysans ont conquis le pouvoir et renversé le régime despotique du Tsar et des propriétaires, pour jeter les bases d'une société plus juste et égalitaire. Une nouvelle forme d'Etat apparaît alors, basée sur les conseils (ou « soviets », en russe) des députés ouvriers, paysans et soldats. La révolution russe fait l'effet d'une immense déflagration bien au-delà de la seule Russie : elle suscite l'enthousiasme et l'espoir de millions de personnes, trois ans après le début de la Première Guerre mondiale. A l'inverse, elle provoque la répulsion et l'effroi dans la grande bourgeoisie et l'aristocratie européenne.

Nous revenons ici sur les apports de la révolution russe, et sur les tentatives d'explication de sa dégénérescence en contre-révolution bureaucratique et totalitaire. Il est important de rappeler qu'en 1917, l'Empire tsariste était encore très peu développé sur le plan économique, technologique et social : la paysannerie sortait à peine du servage et se servait encore de la charrue. La classe ouvrière était extrêmement minoritaire : moins de quatre millions de personnes sur un total de 150 millions. 70% de la population était analphabète. Le capitalisme russe était extrêmement faible et dépendait notamment de capitaux étrangers qui appartenaient principalement aux Français, Britanniques,

Allemands et Belges. Les puissances occidentales contrôlaient 90% des mines de la Russie, 50 % de l'industrie chimique, plus de 40% du génie mécanique et 42% du capital bancaire. Ajoutons à ce tableau l'effet désastreux de quatre années de guerre qui laissent la société littéralement exsangue et affamée, et finissent par faire exploser la colère populaire, 12 ans après le soulèvement révolutionnaire de 1905 qui avait vu naître les soviets.

Un système politique et économique d'un type nouveau

La révolution de Février 1917 a mis à bas le régime tsariste. En période de révolution, l'histoire s'accélère, et, écrit en substance Lénine en septembre 17, les classes populaires apprennent plus en quelques heures que dans toute une année ordinaire, « somnolente ». Les gouvernements provisoires ne parviendront pas à mettre en œuvre les demandes du mouvement social : la réforme agraire, une république démocratique et l'autodétermination des nationalités opprimées dans l'empire tsariste. Ils ne parviennent pas non plus à un accord de paix. Cette incapacité à fournir des résultats va polariser la société à l'extrême : une course de vitesse s'engage entre celles et ceux qui prônent la prise du pouvoir par les soviets, et à l'opposé du spectre politique, les monarchistes, libéraux et généraux qui veulent écraser ce processus révolutionnaire,



par tous les moyens nécessaires, y compris les massacres et les pogroms. Elus sur une base territoriale ainsi que dans les usines, les conseils font participer à la vie politique la grande majorité de la population. Au cours des neuf mois entre Février et Octobre, ces conseils forment un pouvoir alternatif au gouvernement et à l'Etat. C'est la période du « double pouvoir ».

Lénine, de retour d'exil, met plusieurs mois à convaincre la direction du parti « bolchévik » (c'est-à-dire la faction « majoritaire » lors du congrès du parti ouvrier social-démocrate russe de 1903) du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » et de la nécessité d'une insurrection armée pour faire pencher la balance de manière décisive contre le gouvernement Kérénsky¹. Une insurrection sera préparée, après le coup d'Etat militaire raté de Kornilov de la fin de l'été, par le Comité militaire révolutionnaire présidé alors par Trotski, à un moment où les bolchéviks sont devenus l'organisation politique la plus influente de Russie. Ils ont évité le discrédit des partis associés aux gouvernements provisoires (notamment les menchéviks, c'est-à-dire les « minoritaires » de 1903, mais aussi les socialistes-révolutionnaires, très implantés dans la paysannerie) et ont repris à leur compte les mots d'ordre – le pain, la paix, la terre – qui émergent de la population révoltée, gagnant petit à petit la majorité dans les soviets, à l'heure de l'insurrection. En 33 heures de la prise du pouvoir les Bolcheviks appellent à la fin de la guerre et à une paix immédiate, sans annexions, ni réparation, et abolissent la police et la diplomatie secrète. Les premières lois concernent l'égalité entre femmes et hommes (notamment sur le divorce, les crèches, maternités, services collectifs, etc.). Le nombre d'écoles primaires est porté de 38.387 en 1917 à 62.238 en 1919. La créativité artistique et scientifique connaît des sommets jusqu'à la fin des années 20. Fin 1918, il y avait trois fois plus de musées en Russie qu'au début de la révolution. Les bolchéviks mettent aussi en place la réforme agraire et la distribution de la terre, la journée de 8 heures, et plus tard le droit à l'avortement (1920) et la dépénalisation de l'homosexualité (1922) ou encore l'autorisation de l'alphabet non-russe.

Un gouvernement de coalition entre les bolcheviks et les Socialistes révolutionnaires de gauche est rapidement formé. Le 5 Janvier 1918, le gouvernement publie un décret par lequel les soviets locaux ont été investis de tous les pouvoirs détenus par l'ancien gouvernement. Les règles de départ reproduisent celles de la Commune de Paris : la révocabilité des mandats et la rémunération des député.e.s

au salaire moyen d'un ouvrier qualifié, et la distinction entre le pouvoir législatif et exécutif est brouillée dans les conseils, qui appliquent les décisions votées en leur sein. La force de l'impulsion révolutionnaire de 1917 se fera encore sentir pendant une décennie dans tout le pays. Les choses vont rapidement se compliquer pour le nouveau pouvoir soviétique...

D'Octobre au stalinisme : le grand retournement

Il existe toute une littérature, parfois sympathique envers la politique bolchévik, souvent très hostile à celui-ci, consacrée à cette polémique qui divise le mouvement ouvrier depuis un siècle : la stratégie révolutionnaire de Lénine et Trotsky avait-elle comme conséquence inévitable le totalitarisme stalinien ? Avant de tenter quelques pistes de réflexion, il n'est pas inutile de revenir sur l'alternative à l'époque : ce que la prise du Palais d'Hiver voulait éviter, c'était que les troupes contre-révolutionnaires commettent un bain de sang pour « restaurer l'ordre » et l'autorité de l'Etat et des grandes familles aristocratiques et bourgeoises. Après leur échec d'Octobre, les contre-révolutionnaires russes et occidentaux voudront prendre leur revanche, et le régime soviétique sera aux prises avec une guerre civile et aux atrocités menées par des Armées blanches soutenues par les grands propriétaires mais aussi par les fonds et des troupes de gouvernements étrangers (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, etc.). L'internationalisation de la révolution russe est à double sens : dans la foulée, ce sont les soldats et ouvriers de plusieurs pays qui tentent à leur tour de retourner les fusils contre leurs dirigeants, en Italie, en Hongrie, en Autriche, et surtout en Allemagne, les soulèvements révolutionnaires se multiplient et mettent fin à la Première guerre mondiale. Et nous touchons là à l'un des facteurs les plus consensuels de l'échec à plus long terme de l'expérience soviétique : Lénine, Trotski ou encore la dirigeante révolutionnaire Rosa Luxemburg étaient conscients de la nécessité impérieuse de victoires révolutionnaires en Europe de l'Ouest, faute de quoi la révolution russe était condamnée à moyen terme. Dans le tumulte des années 1917-1923, toutes les autres tentatives vont pourtant échouer : Rosa Luxemburg et Karel Liebknecht périront, sur ordre de Gustav Noske, membre du SPD, sous les coups des « corps francs », un groupe paramilitaire qui est l'un des embryons du futur mouvement nazi en Allemagne. Mussolini servira de recours ultime à la grande bourgeoisie italienne et jettera bientôt en prison Antonio Gramsci et les dirigeants du mouvement ouvrier italien.

¹ Gouvernement provisoire créé par les députés russes de la Douma pendant la révolution de février, constitué par des bourgeois et des nobles libéraux, favorable à la poursuite de la guerre et uniquement à des réformes politiques. Le soviets est lui favorable à la paix, à des réformes politiques et surtout à des réformes sociales.

² Massacres commis par l'Armée blanche, sous le commandement d'officiers de l'ancienne armée tsariste, dont le général Kornilov qui déclare en décembre 1917 : « *Même si nous avons à brûler la moitié de la Russie et à verser le sang des trois quarts de la population, nous devons le faire si c'est nécessaire pour sauver la Russie* ».



Le soutien, décisif, des réformistes à la contre-révolution en Russie et ailleurs provoquera la scission internationale des partis ouvriers et la création de la III^{ème} Internationale, communiste... elle-même liquidée plus tard par Staline.

Mais tout n'est pas que contexte et circonstances : la bureaucratie, présente dans toutes les sociétés modernes et complexes, se nourrit essentiellement de la division sociale du travail, en particulier entre « manuel » et « intellectuel ». Lénine, dans ses derniers écrits, rend compte du danger bureaucratique pour l'URSS. Cette couche sociale a connu des conditions particulièrement favorables dans l'Union soviétique des années post-1917. La classe ouvrière, minoritaire, a rapidement été décimée par les ravages de la guerre civile. Les soldats, dont les soviets avaient joué un rôle clé en 1917, étaient essentiellement des paysans, mus par le désir de rentrer chez eux. La guerre civile saigne à mort les soviets, par le climat répressif et violent mais surtout par le départ et la disparition des militants et ouvriers les plus aguerris sur le front. Les soviets s'éteignent petit à petit. L'aspiration au repos dans la population, le sentiment de « privilèges mérités » chez certains révolutionnaires devenus nouveaux dirigeants s'y ajoutent. Le poids relatif de l'administration explose. La pyramide s'inverse alors : ce n'est plus le mouvement d'en bas qui pousse le



gouvernement, mais la volonté de ce dernier qui tire la base. Staline glorifie le socialisme dans un seul pays et la substitution de l'Etat avec le parti : le parti remplace le peuple, la bureaucratie remplace le parti, et le chef dirige la bureaucratie. En URSS, celle-ci est le produit à la fois de la continuité de l'Ancien Régime et de l'arrivée d'une

vague de nouveaux fonctionnaires et nouveaux membres du Parti communiste, dont nombre de carriéristes, après la fin de la guerre civile, orchestrée notamment par son nouveau secrétaire général, Joseph Staline. Le personnel administratif passe ensuite de 1 450 000 personnes en 1928 à 7 500 000 en 1939, et l'ensemble des cols blancs de 3 900 000 à 13 800 000 (!). Comme le dit le philosophe Daniel Bensaid, « la bureaucratie était ainsi devenue une véritable force sociale cristallisée avec ses intérêts propres ». En 1922, 97% des membres du Parti bolchévique sont des adhérent.e.s d'après Octobre 1917, qui n'ont pas connu les années de clandestinité et de répression.

Choix politiques et bifurcations historiques

Dans ce contexte de blocus, de famine, d'invasion et de guerre civile, Terreur blanche² comprise, avec son lot d'attentats, de sabotages et de complots, une série de mesures ont été vues à l'époque par la direction bolchévique comme une dure « nécessité » pour la survie de la révolution : l'interdiction des partis d'opposition et la répression des anarchistes et des autres courants révolutionnaires, le rétablissement de la peine de mort en juin 1918, la militarisation des usines et la glorification du taylorisme, puis la répression de l'insurrection de Kronstadt en 1921, qui était pourtant un signal d'exaspération face à la Terreur blanche, à la misère et à la discipline de fer imposée par le communisme « de guerre » et l'interdiction ensuite des fractions dans le parti bolchévique la même année. Dès 1918 dans certains cas, le principe de l'élection et de la révocabilité de responsables est remplacé par la nomination de ceux-ci par le parti. Notons également la création le 7 décembre 1917 de la Tcheka, une police politique, au départ très modeste, mais dont la taille et le pouvoir vont s'accroître jusqu'à rassembler 200 000 hommes à la fin de la guerre civile. Elle sera finalement autorisée à juger et exécuter n'importe qui sans procès, au nom de la sauvegarde de la révolution. Une véritable « Inquisition » rouge. La « dictature du prolétariat », conçue par Marx sur le modèle de la Commune de Paris, autrement dit une démocratie qui impose les intérêts des travailleurs, commence à glisser dangereusement vers une dictature « sur le prolétariat ». Staline bénéficiera de l'étouffement produit par ces choix extrêmement risqués et contestables pour imposer la prise de pouvoir progressive de la bureaucratie. Lénine commencera à s'en rendre compte du danger peu avant sa mort. Une décennie trop tard, Trotski reviendra sur leurs choix, dans son combat contre le nouveau régime, et prendra la mesure de l'avertissement prémonitoire de Rosa Luxembourgeois : « *Sans élections générales, sans une liberté de la presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étirole dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie demeure le seul élément actif* ».

L'hyper-industrialisation forcée voulue par Staline produit son effet : le premier plan quinquennal produit un taux de croissance de 44 %, soit autant que pendant les trente années précédentes. La contre-révolution bureaucratique est généralisée dans la société et le parti-Etat. Petit à petit, la quasi-totalité des dirigeants bolcheviks de la période révolutionnaire sont déportés ou exécutés par Staline et son appareil répressif. C'est même plus de la moitié des 1 900 délégués au « congrès des vainqueurs » (pro-Staline) de 1934 qui sont éliminés en quelques mois. Le droit à l'avortement est remis en cause, l'homosexualité est à nouveau pénalisée. La direction stalinienne de l'URSS n'a alors définitivement plus rien à voir avec l'esprit qui a mené l'insurrection d'Octobre, la démocratie radicale a été dévorée par le totalitarisme bureaucratique. La dégénérescence bureaucratique, incarnée par Staline, avait donc plusieurs sources : l'isolement de la révolution russe suite à l'échec des révolutions voisines, une terrible guerre civile dans la foulée des quatre ans de guerre mondiale, mais aussi des choix politiques précis qui lui ont permis de s'imposer sur

et contre la classe ouvrière et la paysannerie. Reprenons ici les mots du révolutionnaire Victor Serge, 30 ans après la révolution : « *Le Parti de Lénine et de Trotsky a été fusillé. (...) Il va de soi qu'un parricide demeure le continuateur biologique de son père. Il est toutefois autrement évident que l'on ne continue pas un mouvement en le massacrant, une idéologie en la reniant, une révolution de travailleurs par la plus noire exploitation des travailleurs, l'œuvre de Trotsky en faisant assassiner Trotsky et mettre ses livres au pilon... Ou les mots continuation, rupture, négation, reniement, destruction n'auraient plus de sens intelligible (...).* »

L'une des leçons principales de 1917 est qu'on ne peut pas envisager l'émancipation collective sans élargissement international du mouvement, ni droits et libertés démocratiques solides pour les opprimé.e.s, et que l'auto-organisation populaire doit primer sur le centralisme bureaucratique et étatique. L'audace rare de cette première expérience historique ne pouvait à elle seule en empêcher la conclusion tragique.

FEMMES ET RÉVOLUTIONS RUSSES ?

Université
des femmes

Par Sophie Pereira

Historienne, chargée de projets à l'Université des Femmes

Les femmes au départ des révolutions !

On le sait, lors de l'hiver 1916-17, l'insupportable misère précipite la révolution au sein de l'Empire russe. Ce que l'on sait souvent moins, c'est que ce sont d'abord les ouvrières de plusieurs usines textiles et des ménagères défilant le 8 mars¹ 1917 à Pétrograd (Saint-Petersbourg), à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, qui sont à l'origine d'un soulèvement populaire spontané, et voué à s'étendre largement. Elles réclament du pain, le retour de leurs maris partis au front, la paix et la République... mais « il n'est alors pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution », rapporte d'ailleurs Trotsky lui-même dans *l'Histoire de la révolution russe*. Et pourtant ! Du textile, la grève s'étend à l'ensemble du prolétariat, et se transforme bientôt en insurrection, l'armée impériale ayant fraternisé avec les manifestant-e-s. Le Tsar abdique. Le gouvernement provisoire qui se forme accorde, dès le 20 juillet 1917, le droit de vote à tous les adultes de plus de 20 ans (ainsi que des mesures favorisant l'égalité dans l'éducation et le travail). Les femmes russes sont donc, juste après les Néo-Zélandaises et les Finlandaises, parmi les premières à se voir reconnaître ce droit.

Si la révolution de Février peut être qualifiée de spontanée, celle, plus connue, d'Octobre résulte d'une préparation minutieuse et est le fait de révolutionnaires professionnels s'appuyant sur des soldats et des matelots. Les femmes sont également présentes, tant à Pétrograd qu'à Moscou, pour la soutenir - ou s'y opposer. Si elles peuvent jouer un rôle parfois direct dans les opérations, elles sont cependant fortement sous-représentées dans les instances élues qui vont structurer le nouveau régime : sur les 4743 élus dans les assemblées des soviets de la région de Moscou, il n'y a que 259 femmes. Du côté des adversaires des communistes (ou bolcheviks), un bataillon féminin composé d'intellectuelles, de bourgeoises, de nobles et d'ouvrières défend le palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire, lorsqu'il est pris d'assaut dans la nuit du 25 au 26 octobre...

Tensions entre courants marxistes et féministes

Les bolcheviks sont avant tout des marxistes, et subordonnent l'émancipation des femmes à celle du prolétariat. En effet, pour les marxistes, l'oppression spécifique des femmes a ses origines dans la société de classes, et ne peut être éradiquée qu'avec la destruction de la propriété privée des moyens de production. Pour eux, l'oppression des femmes

¹ Le 8 mars tombant fin février dans le calendrier Julien utilisé en Russie à l'époque.





est donc avant tout un motif supplémentaire de lutte contre le capitalisme... mais cette analyse est parfois un prétexte utilisé par les bolcheviks pour considérer l'émancipation des femmes comme secondaire par rapport à l'objectif principal – et même, le féminisme, comme une diversion petite-bourgeoise qui menace l'unité et pourrait affaiblir la lutte révolutionnaire². En définitive, le désaccord entre les courants principaux du marxisme et du féminisme se situe autour de l'identification de la division principale dans la société : les féministes soutiennent que c'est entre hommes et femmes, tandis que pour la plupart des marxistes de l'époque, la ligne se situe entre classes, autrement dit entre exploités et exploités-e-s.

Les mesures égalitaires prises par les bolcheviks

Il n'en demeure pas moins que, parmi les premières mesures prises par les bolcheviks après octobre 1917, figurent d'audacieuses réformes qui, prises à la lettre, confèrent aux femmes soviétiques le statut le plus émancipé d'Europe. Mentionnons d'abord l'octroi de droits politiques et de droits sociaux (ex : huit heures de travail par jour) similaires à ceux des hommes, et en plus de droits spécifiques supplémentaires comme le congé de maternité et la garantie de conserver son emploi pendant sa grossesse et le premier âge de l'enfant. Ensuite, un décret accorde automatiquement le divorce en cas de consentement mutuel, supprime la notion de culpabilité et la publicité du jugement. Les enfants, légitimes ou non, ont tous les mêmes droits. L'adultère comme l'homosexualité sont dépénalisés. Le code de la famille de 1918 complète ces mesures en établissant l'égalité absolue entre conjoints et dans leurs relations avec les enfants. Il garantit aux mères un congé de maternité et une protection au travail. En 1920, c'est le seul endroit au monde où l'avortement est autorisé sans restriction, gratuit, sur simple demande de la femme.

De plus, la révolution socialiste se donne notamment pour tâche de remettre en cause l'institution de la famille par l'extension de l'offre de crèches, de cantines, de laveries, de soins médicaux gratuits, ... Toutes ces réformes totalement inédites traduisent la volonté de détruire le tsarisme, de rompre définitivement avec le passé, d'affranchir femmes, hommes et enfants. Du jamais vu !

La reconnaissance des droits des femmes se manifeste enfin par la présence au gouvernement d'Alexandra Kollontaï qui, en 1917, est la première femme de l'histoire contemporaine membre d'un gouvernement. Son impulsion, ainsi que celle d'Inès Armand, amie et collaboratrice de Lénine, ne sont certes pas étrangères à l'œuvre législative remarquablement égalitaire de la république des soviets. Alexandra Kollontaï fonde en 1920 une fraction interne au parti, « L'opposition ouvrière » qui réclame plus de démocratie et l'autonomie des

syndicats. En septembre 1919, les bolcheviks créent le Jednotel, ou section féminine du Comité central, pour faire appliquer la loi et accélérer l'intégration des femmes. D'abord dirigé par Inès Armand (1919-1920), puis par Alexandra Kollontaï, le Jednotel conseille, aide, règle des conflits professionnels et domestiques (pensions alimentaires par exemple), participe à la lutte contre la prostitution, etc. Cependant, dès 1923, le Jednotel est accusé de 'déviationnisme féministe', puis supprimé en 1929, car on considère alors la « question des femmes » comme résolue ! Alexandra Kollontaï elle-même est finalement écartée du pouvoir, et envoyée comme ambassadrice en Suède, sanctionnée par Staline au nom de son opposition à Lénine.



D'autre part, toutes ces mesures égalitaires, ont été adoptées dans un contexte qui n'est guère propice à l'apprentissage de droits nouveaux et d'autres formes de relations sociales. Guerres et famines ont provoqué des hécatombes et des mouvements de migration massifs. En termes de rapports entre les sexes, elles se traduisent surtout par l'instabilité relationnelle et maritale, et par le refus massif des enfants. En l'absence d'une politique de contraception et de régulation des naissances, avortements et abandons de nouveau-nés se multiplient, la natalité s'effondre ; on ne compte plus les cas d'infanticides et de meurtres d'épouses.

Dans ce contexte, la législation familiale censée libérer les femmes n'atteint pas son but et dans les faits, leur situation s'aggrave, surtout en ville. Par ailleurs, dans les campagnes, la paysannerie accueille mal le nouveau code de la famille : peu de femmes profitent des droits qui leur sont accordés.

L'URSS sous Staline : le triomphe de la « famille socialiste »

Seul au pouvoir à partir de 1929, Staline veut quant à lui transformer l'URSS en une puissance industrielle à un rythme accéléré. Pour cela, il impose la collectivisation de l'agriculture, la planification quinquennale et le développement de l'industrie lourde... et il a besoin des femmes comme main d'œuvre ouvrière. Le régime exalte un nouveau type de femme : la travailleuse de choc libérée par ses réalisations professionnelles. D'autre part, la construction du socialisme exige une société stable avec pour cellule de base la famille, forte et unie. Impératifs économiques et idéologiques se

² Comme dans les autres pays européens, un mouvement réclamant l'égalité des droits entre femmes et hommes existait en effet déjà en Russie depuis le 19^e siècle et avait obtenu quelques acquis.



rejoignent donc cette fois pour engendrer un modèle dans lequel la famille nucléaire est réhabilitée. Gaspiller ses forces pour l'amour et le sexe, c'est désormais voler la révolution. Les mères de famille sont glorifiées, et couvertes de médailles, si elles ont de nombreux enfants.

La restauration de la morale traditionnelle se traduit bientôt par une législation redevenue normative et répressive, dont le code de la famille de 1936 est le pilier. L'homosexualité est à nouveau criminalisée en 1934, l'autorité paternelle rétablie en 1935. En juin 1936, l'avortement est interdit sauf pour raisons médicales. Les femmes expriment une vive opposition dans leur courrier aux journaux, invoquant notamment l'insuffisance de leurs salaires pour élever des enfants, mais rien n'y fait. La condition ouvrière se détériore.

Les femmes paieront aussi leur tribut à la répression et à la Grande Terreur. Au début des années 1950, elles constituent plus de 25% des détenus du Goulag. La majorité sont des veuves de guerre et des indigentes réduites à voler dans les champs des kolkhozes ou dans les ateliers d'usines. Après la mort de Staline, le 5 mars 1953, la politique familiale redeviendra progressivement plus libérale.

Pour conclure...

Les communistes voulaient œuvrer à l'émergence d'un « homme nouveau » - et aussi, d'une « femme nouvelle ». Mais force est de constater que les rapports de genre n'ont, semble-t-il, pas autant évolué en faveur des femmes que ne permettaient de l'espérer les mesures novatrices prises par les bolcheviks, dans la foulée des révolutions que les femmes avaient pourtant soutenues de leurs efforts.

POUR EN SAVOIR PLUS

*Irène Jami, « L'expérience soviétique », dans Geneviève Dermenjian, Irène Jami, Annie Rouquier et al., *La place des femmes dans l'histoire : une histoire mixte*, Paris, Editions Belin, 2011, p.277-284.

*Françoise Navailh, « Le modèle soviétique », dans Georges Duby et Michelle Perrot, *Histoire des femmes en Occident*, vol. 5, *Le XX^e siècle*, Paris, Plon, 2002, p.325-354.

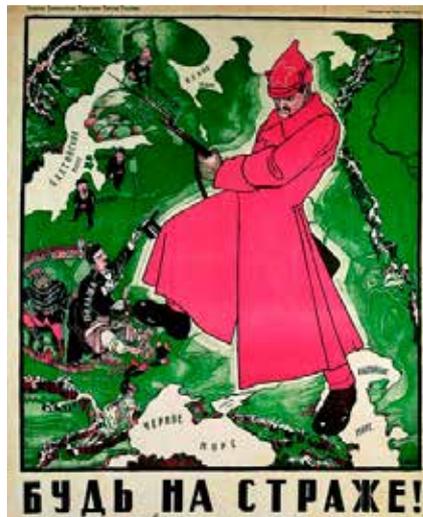
*Alexandra Kollontaï, *Marxisme et révolution sexuelle*, Paris, F. Maspero, 1973, Paris, La Découverte, 2001.

L'HÉRITAGE POLITIQUE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Par Samia Beziou

Chercheuse au Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches (ULB)

L'influence de la Révolution russe sur le XX^e siècle est énorme. Au sujet du siècle passé, l'historien anglais Eric Hobsbawm parle de « court XX^e siècle », période comprise entre la Révolution russe de 1917 et la chute du mur de Berlin en 1989. Durant ces décennies, les partis communistes qui s'étaient créés à l'appel des bolcheviks en 1919, ont été une pièce essentielle de l'évolution politique et sociale du monde. La classe ouvrière reconnaissait dans les partis communistes les représentants du drapeau rouge de la révolution et ce en dépit des échecs de leur politique. Malgré le stalinisme, elle voyait les partis communistes comme les représentants des travailleurs qui avaient renversé le tsar. Tous les révolutionnaires et même ceux que l'on appelle aujourd'hui la « gauche radicale » pensaient que la fin du stalinisme marquerait un regain de mobilisation chez les travailleurs. Enfin débarrassés de la tutelle soviétique, de nouvelles perspectives s'offriraient à eux. La classe ouvrière pourrait reprendre l'offensive et inverser le rapport de force avec la bourgeoisie qui lui était défavorable depuis si longtemps.



On a vu combien cette attente a été déçue. Dans un autre registre, la révolution russe légua un héritage politique qui n'est pas sans rapport avec ses répercussions sociales durant ce court XX^e siècle. Depuis le début du XX^e siècle,

la politique de la social-démocratie a évolué. Si elle disait vouloir changer le monde, elle estimait que dans bien des cas, il faudrait que le pouvoir passe par les mains de la bourgeoisie avant d'aller dans celles de la classe ouvrière. Après la chute du tsarisme, Lénine rejeta l'idée d'une étape intermédiaire pour les pays semi-ruraux, peu industrialisés, dans leur route vers le socialisme. En avril 1917, soit deux mois après la première révolution de février, Lénine s'exprima de son exil suisse pour la première fois. Il critiqua la politique de la direction bolchevique en Russie qui soutenait le gouverne-

ment provisoire. Avec le soutien des militants de base du parti, Lénine lui fit adopter un tournant politique qui serait plus tard appelé « Thèses d'avril » : fin du soutien au gouvernement provisoire, critique sans relâche, la classe ouvrière devait prendre elle-même le pouvoir. Les bolche-



viks rompaient avec la vieille politique sociale-démocrate. Les Thèse d'avril, malgré leur importance et leur originalité, ne connurent aucune postérité. Pourtant, officiellement, les partis communistes et révolutionnaires du XX^e siècle se revendiquaient de son héritage. Revenons à ce propos sur les événements qui se déroulèrent en Russie entre février et octobre 1917 et l'intervention des bolcheviks.

Depuis le déclenchement de la Grande guerre, les ouvriers et paysans russes se côtoyaient sur le front. A la faveur du conflit qui s'éternisait, de larges couches de paysans côtoyaient pour la première fois des militants sociaux-démocrates et s'imprégnaient des idées révolutionnaires. Rentrés au village, les paysans ramenaient avec eux les idées du front. La maturation de la conscience politique de la paysannerie, couche majoritaire de la population exploitée, commençait son œuvre. De ce phénomène moléculaire, une étincelle suffit pour qu'ouvriers et soldats de Saint-Pétersbourg se révoltent et renversent un pouvoir déjà vacillant. C'était la Révolution de février 1917. D'abord hésitante, la bourgeoisie se précipita pour prendre en main le nouveau pouvoir offert sur un plateau par la classe.

De la révolution de février naquit un gouvernement provisoire dont le spectre politique allait du Prince Lvov aux Mencheviks en passant par des représentants de la bourgeoisie. Par ailleurs, soldats et ouvriers se rassemblèrent au sein de comités, les fameux soviets, composés de délégué.e.s élu.e.s dans les usines, dans les quartiers et parmi les soldats. Les dirigeants des différents partis révolutionnaires, des Mencheviks et des socialistes révolutionnaires pour la plupart, formèrent un comité exécutif des soviets. Les délégués ouvriers et les soldats, qui n'avaient pas été consultés, acceptèrent son autorité. Le comité exécutif des soviets lui-même reconnaissait la légitimité du gouvernement provisoire. Or, au fur et à mesure des semaines, avec la continuation de la guerre et les attentes déçues des masses, les soviets gagnaient en influence. Tout le monde s'adressait à eux pour régler les problèmes de la vie quotidienne et de l'organisation de la société. Les soviets assuraient l'approvisionnement des entreprises en électricité, le transport des marchandises et des matières premières, réglaient les conflits du travail,... Les soviets

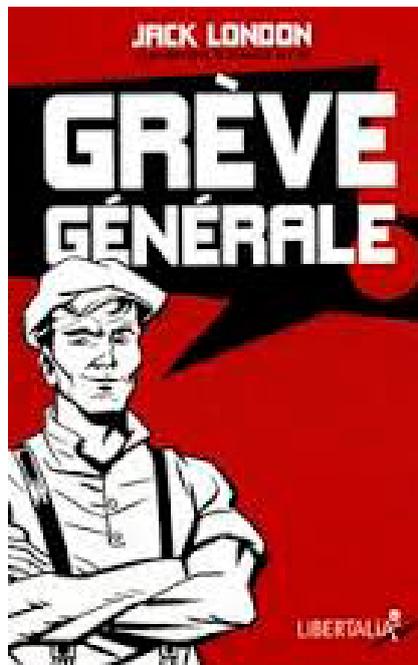
d'ouvriers et de soldats devenaient le véritable lieu du pouvoir, un pouvoir agissant et démocratique.

En face, le gouvernement provisoire accentuait l'effort de guerre, ne votait pas le décret tant attendu sur la redistribution des terres. Le gouvernement était impuissant à faire plier les propriétaires terriens et la bourgeoisie. Et le comité exécutif était impuissant devant le gouvernement. Aussi, son rôle de courroie de transmission de la politique gouvernementale auprès des soviets devint une évidence aux yeux des ouvriers et des paysans. Cette critique s'exprimait dans les soviets. Grâce au renouvellement fréquent de leurs délégués et à un mode d'élection directe, les soviets constituaient une caisse de résonance fidèle de l'état d'esprit des masses. De plus en plus, se faisait jour une dualité de pouvoir

entre le gouvernement provisoire et les soviets. Fondamentalement instable, la situation devait se résoudre en faveur de l'un ou de l'autre. A partir d'avril, Lénine s'employa à mobiliser le parti bolchevik afin que le pouvoir des soviets sorte vainqueur de ce face à face. Selon lui, l'état d'arriération de la Russie tsariste, la faiblesse de la classe ouvrière et l'arriération d'une paysannerie majoritaire dans la société ne constituaient pas un obstacle à la révolution sociale. L'accueil favorable dans les soviets de son mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » le confortait dans son appréciation. D'avril à octobre, chaque événement, la manière qu'avaient les bolcheviks de s'y répondre, accroissait sa popularité. Dans la pratique, le pouvoir était aux mains des ouvriers et des soldats. Aussi, en octobre, la prise du Palais d'hiver

apparut comme une simple formalité, une reconnaissance symbolique d'une situation de fait.

La nécessité d'une révolution sociale dirigée par la classe ouvrière afin de mener à terme les réformes dites « bourgeoises » - droits démocratiques et réforme agraire - fut la leçon politique principale que tiraient les bolcheviks de la révolution. Elle devint la colonne vertébrale du programme de la III^e Internationale qu'ils appelaient à construire, la condition principale à laquelle les futurs partis communistes devaient adhérer. Dès lors, croire en la possibilité pour la bourgeoisie de débarrasser la société des derniers oripeaux de l'Ancien Régime était devenu la ligne de fracture entre réformistes et révolutionnaires.



Dans son ouvrage *La révolution russe*, écrit en 1918, Rosa Luxemburg ne remettait pas en cause cette conclusion politique. Au contraire, elle estimait que les bolcheviks, une fois au pouvoir, avaient pris des mesures qui affaiblissaient la révolution. Selon elle, la répartition des terres au lieu de leur collectivisation était un renoncement au programme révolutionnaire. De même, elle critiquait les bolcheviks sur leur politique nationale. Afin de se démarquer de la politique « Grande Russie » de l'Empire tsariste, les bolcheviks ont défendu l'idée de la « liberté pour les Peuples à disposer d'eux-mêmes ». Or, d'origine polonaise, Rosa Luxemburg était une farouche opposante au parti socialiste polonais qu'elle jugeait plus nationaliste que socialiste. La politique des bolcheviks lui apparaissait comme un abandon de l'internationalisme et une concession aux nationalistes, polonais en particulier ; bref, une erreur dangereuse. Rosa Luxemburg critiqua encore un troisième aspect de la politique bolchevique. Elle estimait anti-démocratiques certaines décisions autoritaires des bolcheviks au début de la guerre civile. En revanche, consciente qu'elle était loin de l'épicentre de la révolution et qu'elle ne pouvait mesurer avec précision la situation politique

en Russie, elle écrivait faire confiance à Lénine qui, peut-être, n'avait pas eu le choix de procéder autrement. Rosa Luxemburg a été assassinée sans avoir pu se rendre en Russie en butte à la guerre civile. Elle n'eut pas l'occasion de confirmer ou d'infirmer sa critique, y compris concernant le manque de démocratie des bolcheviks. Néanmoins, c'est ce dernier aspect qui a nourri, entre-autres, les critiques des anarchistes, et ensuite de certains courants réformistes, notamment dans les syndicats.



Historiquement, au lendemain de la révolution russe, c'était l'accord ou non sur les Thèses d'avril qui séparait les réformistes des révolutionnaires. A cette époque, il ne serait venu à l'idée de personne de caractériser Rosa Luxemburg de réformiste au nom de ses critiques des bolcheviks. Il reste à analyser comment s'est fait ce retour contemporain du débat « réforme ou révolution ».

BRUXELLES : VILLE D'ACCUEIL RÉVOLUTIONNAIRE ?



Par Luc roussel
Président du CARHOP

1917-2017. Cent ans se sont écoulés depuis la révolution d'octobre en Russie. On verra que la présence de Marx et Engels, réfugiés durant quelques années à Bruxelles, a contribué à renforcer les mouvements de protestation sociale dans la ville et le pays. Et qu'avec d'autres exilés politiques, arrivés à Bruxelles au long de ce siècle, l'action du mouvement ouvrier s'en est trouvée confortée.

En 1830, une vague révolutionnaire traverse l'Europe, particulièrement en Irlande, en Grèce, en Belgique. Ce sont des mouvements nationaux, libéraux ou « populaires présocialistes » comme l'écrit Xavier Mabille, qui modifient la carte de l'Europe issue du Congrès de Vienne. Cette réunion diplomatique qui avait remodelé plusieurs Etats européens dont les Pays-Bas, le Luxembourg et les provinces belges, sans demander leur avis aux populations concernées, après la défaite de Napoléon à Waterloo en 1815.

Témoin de l'esprit du libéralisme politique en vigueur à l'époque, Charles Rogier, ministre de l'Intérieur, proclame à la Chambre : « *La Belgique est hospitalière pour tout le monde, elle garantit la liberté à tous les étrangers, mais elle n'entend pas leur garantir la liberté du désordre, la liberté de l'émeute* »¹.

C'est à l'aune de cette déclaration que l'on peut suivre la politique belge « d'accueil » de révolutionnaires et de proscrits à Bruxelles durant ces presque deux derniers siècles. Les gouvernements successifs oscillent entre l'accueil des réfugiés politiques au nom du droit d'asile et la prudence dans les relations avec les grands pays voisins. Ce qui explique les diverses mesures d'expulsion.

En France, la Révolution de juillet 1830 permet à Louis-Philippe de reprendre le titre de roi des Français. Suite au rétablissement de la monarchie en France, de nombreux

¹ Annales parlementaires, Chambre des Représentants, session 1847-48, t.1, p.950



socialistes utopistes se réfugient en Belgique. Parmi eux, Victor Considérant, disciple de Fourier, et Jean-Baptiste Godin, patron des usines Godin, qui établit un phalanstère à côté de son usine le long du canal à Bruxelles (actuellement centre commercial Docks) ainsi que plusieurs Saint-Simoniens.

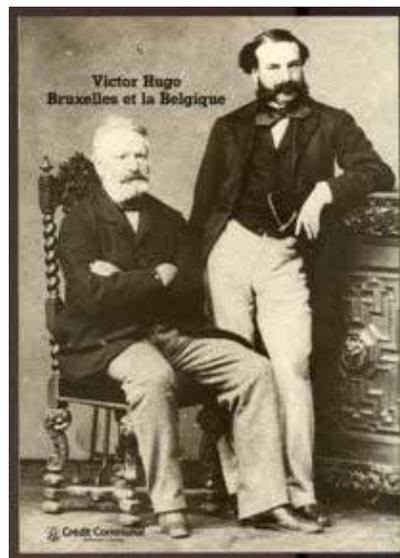
A cette époque, il n'y a pas de mouvement véritablement ouvrier en Belgique. Les révoltes sporadiques et éphémères ne parviennent pas à ébranler l'ordre établi capitaliste. C'est parmi la bourgeoisie progressiste qu'il faut chercher les premières manifestations socialistes dans le pays. Ceci explique que les proscrits français n'entrent que peu en contact avec des travailleurs belges. Néanmoins, les bourgeois éclairés et une avant-garde agissant en ordre dispersé relaye l'action et les réflexions des socialistes utopistes. Des cercles de réflexion se créent à Bruxelles. Une presse appuie les principales revendications sociales. Parmi ces journaux, on peut citer le « Débat social » (1849-1884) qui véhicule chez nous les idées de Fourier.

Marx à Bruxelles

Karl Marx lui-même, expulsé de France par le gouvernement Guizot, cherche refuge en Belgique, car d'après lui, le pays est un poste d'observation à nul autre pareil. Mieux qu'en Angleterre, Marx pouvait maintenir le contact avec la France et la Rhénanie allemande. Il arrive à Bruxelles en 1845. Surveillé étroitement par le ministère de la Justice, il obtient néanmoins l'autorisation de séjour. Il y restera en tout trois ans. En 1847, il fonde avec Frédéric Engels la « Deutsche Arbeiter Bildung Verein », puis il publie « La Misère de la philosophie » dans lequel il rompt avec les utopistes de Saint Simon et de Proudhon. La même année, Marx fonde à Bruxelles la Fédération belge de La Ligue des Communistes, dans un établissement de la Grand-Place, la Tête d'or. Plus tard, il se rend à Londres pour dresser les premiers jalons d'une Internationale ; de retour à Bruxelles, il confie le « Manifeste du Parti communiste » à un éditeur. Ce qui entraîne son expulsion vers la France.

Les communards

Lorsque Napoléon III prend le pouvoir en France en 1851, de nombreux opposant.e.s, dont Victor Hugo s'installent à Bruxelles. Il en est de même en 1871, pour certains protagonistes de la Commune de Paris. Alors que les révolutionnaires, battus, arrêtés et assassinés, étaient pourchassés en France et honnis par toute la bourgeoisie européenne, Victor Hugo, présent en Belgique, pays qui refusait le droit d'asile aux réfugiés de la Commune, écrit : *"Quant à moi, je déclare ceci : cet asile que le gouvernement belge refuse aux vaincus de Paris, je l'offre ! Où ? En Belgique ! Je fais à*



la Belgique cet honneur. J'offre l'asile : qu'un vaincu de la commune de Paris frappe à ma porte ; j'ouvre ; il est dans ma maison ; il est inviolable... Si l'on vient chez moi prendre un fugitif de la Commune, on me prendra."

Victor Hugo est expulsé le 30 mai 1871. La loi d'amnistie de 1879 et 1880 provoque le retour vers la France des 1200 à 3000 réfugiés qui avaient réussi à pénétrer en Belgique.

Les années 1870-80 voient aussi l'arrivée de milliers de juifs russes qui fuient à la fois les persécutions et la misère. Leur projet initial est de rejoindre l'Amérique du Nord, mais pour diverses raisons un certain nombre reste en Belgique.

Novembre 1918 : un « soviet » de soldats

Novembre 1918 : la guerre 14-18 se termine. Mais les signes du départ de l'occupant sont visibles dès la mi-octobre : les familles de fonctionnaires allemands quittent la ville et des dizaines de milliers de soldats, fuyant devant l'avancée des troupes alliées, transitent par la capitale. Dans cette atmosphère de débâcle militaire, une révolution abolit le régime impérial allemand. La république est établie le 8 novembre. Un Conseil révolutionnaire de soldats allemands (Soldatenrat) est créé à Bruxelles le 9 novembre et met un terme au régime du Gouvernement général (d'occupation). Les membres de ce conseil de soldats ne se considèrent plus comme des occupants. Ils remettent aux autorités communales une partie de leurs prérogatives et tentent d'assurer le retrait des armées allemandes en évitant des heurts avec la population.

Une agitation extrême règne toutefois dans les rues : des Bruxellois fraternisent avec les révolutionnaires et des fusillades éclatent entre des officiers demeurés fidèles à l'empereur et des soldats révoltés. Pour leur part, les dirigeants du POB (Parti ouvrier belge) refusent tout contact

avec les révolutionnaires. Ce faisant, ils tuent dans l'œuf toute possibilité de contagion. En l'absence d'un pouvoir capable d'imposer son autorité, un climat chaotique persiste jusqu'au 17 novembre, jour du départ des derniers occupants et de la libération officielle de la ville. Le 22 novembre, le roi entre dans la capitale à la tête de l'armée. La parenthèse se referme.

Notons également, qu'avant cela, en juillet 1903, se tient à Bruxelles, le 2^{ème} congrès du Parti Social Démocrate de Russie (POSDR), membre de la 2^{ème} Internationale. Ce congrès a pour objectif de fonder un parti ouvrier en Russie. Lénine et ses partisans obtiennent la majorité; une scission se produit à ce moment entre bolcheviques et menchiques. Le harcèlement de la police tsariste et l'intervention de la police belge font en sorte que la 2^{ème} partie du Congrès doit se poursuivre à Londres.

Arrivée d'Italiens antifascistes

En Italie, l'instauration du fascisme en 1922 est à l'origine d'une émigration massive d'Italiens. C'était à la fois une émigration politique et économique. Beaucoup de militants étaient passés d'abord par la Suisse et la France d'où ils étaient parvenus en Belgique, profitant de la constitution très libérale de la Belgique. Ils dynamisent le Parti Communiste Belge (PCB). Le Drapeau Rouge, organe du parti, comptera d'ailleurs une rubrique hebdomadaire en italien. Ces communistes italiens seront également très actifs à l'occasion de la guerre civile espagnole. La Belgique va se couvrir d'un réseau de comités pour l'Espagne, sous la bannière de l'antifascisme et de la laïcité. 1800 membres des Brigades internationales dont 600 étrangers partent de Belgique ; la solidarité des syndicats socialistes est importante ; l'accueil des enfants (niños de la guerra) est enthousiaste². Plus tard, ces militants entreront dans la résistance.

Cela fait que Bruxelles est considéré entre les années 20 et 30 comme un centre important de l'antifascisme européen. De nombreuses associations sociales, éducatives et culturelles rassemblent ces partisans

Exilés révolutionnaires latino-américains

Dans les années 1960 et 70, Bruxelles connaît l'arrivée d'opposants marocains et de communistes turcs. Parmi les Marocains, opposants déterminés au roi, il faut retenir en particulier la figure de Mohamed El Baroudi, syndicaliste, internationaliste, à la base de cours d'alphabétisation qui aboutiront ensuite à la création du « Collectif d'Alphabétisation », puis de « Lire et Ecrire ».

Mais c'est surtout l'arrivée de milliers d'exilés latino-américains qui va marquer les esprits et susciter des élans de solidarité. Le coup d'Etat au Chili en 1973 provoque l'arrivée des premiers contingents d'opposants. Une coordination pluraliste d'associations, le COLARCH, organise l'obtention de visas, l'accueil et les pressions nécessaires pour défendre les victimes en Amérique latine. A partir de 1976, des Argentins, Uruguayens et Boliviens rejoignent les premiers arrivés. Le SEUL, Service Européen des Universitaires Latino-américains, s'établit près de la gare du midi dans des locaux partagés avec la fédération bruxelloise de la JOC et de la JOCF. Ce service deviendra la « Casa de América latina » et organisera de multiples activités : publications, documentation, conférences et siège de plusieurs comités de défense des droits humains.

L'établissement des traités européens va progressivement changer la donne. La situation des nouveaux exilés et réfugiés va se corseter. Mais voilà quelques étapes d'une histoire riche et mouvementée au sein d'une ville cosmopolite qui nous rappelle que les actions révolutionnaires ne peuvent être limitées à un épicerie effervescent. Ses ondes parcourent le monde et touchent directement notre capitale qui n'est pas qu'un centre administratif de décision.

POUR EN SAVOIR PLUS :

*Le Bruxelles des révolutionnaires de 1830 à nos jours, sous la dir. d'A. Morelli, Ed. CFC, 2016.

*J. Gotovitch, Le Zentral-Soldatenrat ou le Conseil des soldats allemands à Bruxelles, Liège, Hasselt et Léopoldsborg, publié en ligne, hachhachhh.blogspot.be/2015/05.

*Bruxelles, 150 d'immigration, Dossier pédagogique pour formateurs, sous la dir. de M. Stessel, CARHOP/COCOF, Bruxelles 1992.

*Et plus généralement : WWW.CARHOP.be





LA SÉCURITÉ SOCIALE : FILLE DE LA PEUR OU DE L'ESPOIR ?

Par Pierre Reman,
ancien directeur de la FOPES et actuel Président du MOC Namur

Il y a des mythes dont la vie est longue. Ainsi en est-il de la croyance que la peur du communisme a été déterminante dans la création de la sécurité sociale. Si on croit cela, cela voudrait dire que le ressort de l'action des acteurs qui se sont mobilisés pour promouvoir la sécurité sociale est la crainte du communisme et le recours à la tactique de la terre brûlée. En d'autres termes, cela signifierait que les acteurs qui ont pris des mesures en faveur de la protection sociale n'ont eu de cesse de diminuer dans l'esprit des travailleur.se.s l'espoir de gains potentiels que représenteraient les idées communistes.

Croire à ce mythe revient à croire que la sécurité sociale est d'abord le résultat de l'action des classes dominantes et beaucoup moins celle de la classe ouvrière. Les ressources de pouvoirs réelles et symboliques étant beaucoup plus importantes dans les classes dominantes, celles-ci auraient été les véritables architectes de la protection sociale. Elles auraient simplement laissé au mouvement ouvrier l'illusion qu'il a été pour quelque chose dans ce qu'il pense être naïvement son patrimoine social alors qu'il s'agit d'un implacable système de reproduction de rapports sociaux inégalitaires. Sur ce point, on trouve réunies les analyses d'inspiration néo-libérale et les analyses d'inspiration d'un marxisme simpliste. Pour les premières, toute entrave aux lois du marché avantage les rentes de situation et les institutions qui vivent et se nourrissent des procédures de régulation au détriment du plus grand nombre. Pour les secondes, dans un système capitaliste, les systèmes de protection sociale et de concertation remplissent comme tout autre appareil idéologique d'État, une fonction de reproduction des situations de classes et non de réduction des inégalités.

Voyons cela d'un peu plus près. Les premiers pas en faveur de la sécurité sociale ont été franchis bien avant la révolution d'octobre. Les historiens s'accordent à dire que c'est dans l'Allemagne de Bismarck que les premières assurances sociales ont vu le jour fin du 19^{ème} siècle et en Belgique, il faudra attendre 1903 pour qu'une assurance accident de travail soit décidée. Ni l'Allemagne de Bismarck, ni la Belgique d'Albert 1^{er} n'étaient de véritables démocraties. Pas de suffrage universel ni de concertation sociale à l'origine des premières lois sociales prises dans un contexte où en Allemagne, les leaders de l'opposition socialiste étaient en prison et où en Belgique le POB n'avait que 8 ans en 1903 et n'avait pas encore mis sur pied une commission syndicale.

Mais conclure que la classe ouvrière n'a pas joué de rôle serait une erreur d'analyse historique. Les grandes émeutes ouvrières de la fin du 19^{ème} siècle ont imposé à l'ensemble

de la société la nécessité de prendre des mesures face aux conditions les plus insupportables de la condition prolétarienne. Partout en Europe, l'idée de l'assurance obligatoire imposée à tous les travailleur et à tous les employeurs a suscité de la résistance dans tous les milieux sociaux et en premier lieu les milieux conservateurs. Rappelons cette phrase du ministre belge de la justice, Charles Woeste, affirmant au parlement qu'en matière sociale, « *la loi ne doit pas s'immiscer dans des matières où elle n'a rien à voir* ». Les premiers pas de la sécurité sociale en Belgique et en Europe ne sont donc pas à mettre au crédit d'un seul acteur. Le mouvement ouvrier n'était pas en encore constitué avec force pour traduire la colère des travailleur.se.s en véritable programme politique mais les travailleur.se.s pouvaient déjà faire valoir une expérience d'entraide et de solidarité mutualiste, le grand patronat et les classes dirigeantes étaient divisées sur la stratégie à adopter, les uns privilégiant la voie paternaliste et d'autres la voie répressive. Enfin, des travaux d'historien.ne.s révèlent aussi le rôle discret mais néanmoins important d'hommes et de femmes politiques progressistes au sein des partis existants, d'intellectuels, de médecins et de hauts fonctionnaires soucieux de réformes.

Et de réformes, il en a été beaucoup questions dans l'entre deux guerres. Les assurances obligatoires ont vu le jour en matière de maladies professionnelles, de pensions, d'allocations familiales et de vacances annuelles. L'expérience communiste résultant de la révolution d'octobre n'a été dans les faits ni un repoussoir ni un modèle, l'option prise par les acteurs politiques, patronaux et syndicaux étant d'avancer dans une voie réformiste et « bismarckienne », c'est à dire en choisissant la gestion paritaire comme mode de gouvernement de la sécurité sociale. Les pactes sociaux conclus après la guerre ont d'ailleurs confirmé et renforcé le chemin pris dans l'entre deux guerres. En Belgique, l'assurance chômage et l'assurance maladie ont en effet été intégrées dans la sécurité sociale obligatoire en 1945 et confié à la responsabilité première des interlocuteurs sociaux.



Il est intéressant de noter qu'en Belgique comme en France d'ailleurs, les négociateurs de ces pactes étaient dans la clandestinité ou dans la résistance. C'était loin d'être des réformistes mous. En Belgique, le comité patronal-ouvrier s'est réuni à l'abri des regards et des menaces de l'occupant et de ceux qui parmi les organisations patronales ou syndicales avaient opté pour la collaboration avec l'ennemi et la mise en place d'un modèle social de type corporatif. En France, c'est au sein de la résistance - où la présence communiste fut loin d'être négligeable - que la sécurité sociale d'après-guerre a été pensée. Rien dans les travaux d'historiens ne pourrait faire penser que la crainte du communisme ou à l'inverse son attractivité aurait constitué un clivage profond divisant les acteurs présents dans la négociation de ces pactes sociaux. Si il y a eu clivage, celui-ci a porté sur le modèle de protection sociale, d'inspiration béveridgienne c'est à dire universaliste ou, d'inspiration bismarckienne c'est-à-dire assurantielle. En Belgique, un autre débat important a porté sur le maintien ou non du pluralisme institutionnel dans les organismes de la sécurité sociale, en particulier des mutualités et des organisations syndicales, principalement d'obédience chrétiennes, qui souhaitaient garder leurs identités philosophiques.

Bref, il y avait dans l'état d'esprit des acteurs la conviction que la liberté durement conquise contre le fascisme et la dictature devait rester au centre du projet de justice sociale inscrit dans les pactes sociaux nationaux. Colette Bec note : *« Le cœur de ce véritable projet (de construction de la sécurité sociale) est d'instituer une société d'individus libres. Il s'agit d'élaborer consciemment et en commun un compromis social reposant sur des valeurs et des représentations partagées, tenant compte à la fois de la part de déterminisme ou de contraintes imposées par la construction de la société elle-même et de la part de liberté portée par les consciences individuelles dans l'effort collectif de création. Opposé tant à la conception libérale d'une société produite par des relations individuelles spontanées qu'à la conception totalitaire ne reconnaissant pas la séparation entre société civile et État, la démocratie est pensée comme maîtrise du développement des différentes dimensions d'une société dont les hommes sont à la fois tributaires et instigateurs »*.

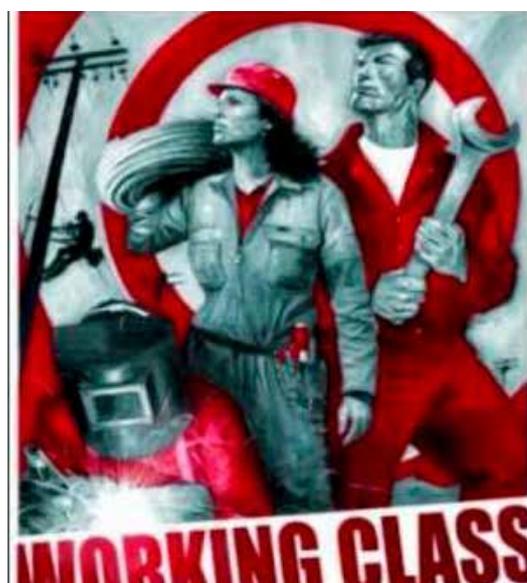
En d'autres mots, les idées « sociales » de la révolution d'octobre ont certainement été présentes dans les débats portant sur la sécurité sociale à la sortie de la seconde guerre mondiale mais il ne s'agissait pas pour les négociateurs de les craindre ou de les rejeter en tant que telles mais de les inscrire dans un ordre juridique national et international et pas dans des lois immanentes provenant du « marché » ou du « socialisme scientifique » qui auraient pour vocation

de s'imposer à tous et à chacun réduisant les libertés à de simples libertés d'adaptation.

Il est important, comme nous invite à le faire Alain Supiot², de garder en mémoire et remettre à l'ordre du jour l'œuvre normative produite dans chaque pays démocratique et au sein de l'Organisation internationale de travail à l'issue de la 2ème guerre mondiale à Philadelphie. En écho aux pactes sociaux nationaux, la déclaration de Philadelphie affirmait le 10 mai 1944 les 4 principes fondamentaux :

1. Le travail n'est pas une marchandise ;
2. La liberté d'expression et d'association est une condition indispensable d'un progrès soutenu ;
3. La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous ;
4. La lutte contre le besoin doit être menée avec une inlassable énergie au sein de chaque nation et par un effort international continu et concerté dans lequel les représentants des travailleurs et des employeurs, coopérant sur un pied d'égalité avec ceux des gouvernements participent à de libres discussions et à des décisions de caractère démocratique en vue de promouvoir le bien commun.

Bien loin d'être conduits par la crainte, les pactes sociaux d'après-guerre ont lancé une dynamique volontariste de progrès et de justice sociale. Les résultats sont là mais sont insuffisants en regard du chemin qu'il reste à accomplir. Aujourd'hui, le doute s'est installé et ces 4 principes sont rediscutés non pas pour s'en inspirer mais pour en réduire la portée. Dans le contexte actuel, il convient de se rappeler que le progrès et le renforcement du bien commun ne sont jamais le produit de la crainte et des replis qu'elle occasionne mais de l'ambition et des ouvertures qu'elle permet.



¹ Colette Bec, La sécurité sociale, une institution de la démocratie, Bibliothèque des sciences humaines, Gallimard, 2014, p.98

² Alain Supiot, L'esprit de Philadelphie, la justice sociale face au marché total, Seuil, 2010



Défense de la thèse réformiste

RÉFORMISME DE GAUCHE ET RÉFORMES DE DROITE

*Par Carlos Crespo
Militant progressiste et travailleur de l'associatif*

L'opposition entre réformisme et révolution a déjà donné lieu à maints échanges entre théoriciens bien plus autorisés que l'humble auteur de ce modeste billet. L'idée de ce texte n'est pas de rejouer une énième fois le match entre Bernstein et Luxembourg mais bien d'évoquer ce qu'est le réformisme au XXI^{ème} siècle ou plutôt ce qu'il pourrait être.

Le compromis social-démocrate (ou fordiste), en vigueur pendant quelques décennies après la seconde guerre mondiale, se basait sur un accord pour que les entreprises puissent produire grâce à des travailleur.se.s suffisamment payés pour pouvoir consommer leurs productions. La lutte des classes semblait avoir été surmontée par une sorte de paix des braves entre patrons, à qui l'on assurait le maintien de la propriété privée des moyens de production et d'une version régulée du capitalisme, et des travailleur.se.s qui obtenaient une certaine redistribution des richesses et des conditions de vie dignes. Les patrons, effrayés par la perspective d'une révolution communiste (et la présence à proximité de nos frontières des chars de Staline), avaient accepté de négocier pour garder à tout le moins une partie de leurs profits. A l'époque, les réformistes dans l'Europe occidentale des « trente glorieuses » étaient plutôt de gauche et même parfois d'une gauche que l'on n'aurait aucune peine à qualifier aujourd'hui de radicale. André Renard, leader syndical et régionaliste wallon, meneur des grèves de 60-61 contre la loi « Unique », portait la revendication d'une réforme de « structures » favorable au monde du travail. François Mitterrand disait au Congrès d'Épinay¹, au moment où il rassemblait les socialistes français autour d'un programme réformiste de gauche, que les socialistes devaient être pour la rupture avec le capitalisme ! Même le parti social-démocrate allemand qui rompit explicitement avec le marxisme lors du

congrès de Bad Godesberg en 1959 restait une formation politique assumant un programme réformiste de gauche². Ce réformisme a historiquement permis d'obtenir de nombreuses conquêtes sociales pour les travailleur.se.s.

A partir des années 80, le néo-libéralisme s'imposa dans le domaine économique mais aussi dans le monde politique au sein duquel Thatcher et Reagan furent les principaux thuriféraires. En 1989, le mur de Berlin tombe emportant avec lui « le socialisme réel » et la peur qu'il suscitait au sein des classes dominantes. Certains, emportés par leur lyrisme, proclamèrent alors la fin de l'histoire mais ce sera juste la fin du réformisme de gauche dans le monde occidental. La Gauche gardait le bouclier pour défendre les conquêtes sociales existantes mais se privait du glaive pour en conquérir de nouvelles !

Aujourd'hui, pour peu que l'on se cantonne dans la vision aussi étriquée que répandue de ce que devraient être les réformes à mener par les pouvoirs publics à tout le moins au niveau socio-économique, la Droite est réformiste par essence et la Gauche est conservatrice par nature. Les faiseurs d'opinion apprécient seulement les dirigeants de « gauche » quand ils font des réformes de « droite ». Désormais la mondialisation de l'économie imposerait une concurrence accrue à nos entreprises. Les seules réformes nécessaires voire possibles consisteraient à les libérer des « charges » garantant d'une solidarité et d'une redistribution et des « entraves » comme le droit du travail.

Emmanuel Macron est aujourd'hui l'archétype du réformiste « moderne ». Lors de son bref passage au Ministère français de l'économie, il a donné un aperçu de sa volonté réformatrice, notamment en libéralisant le travail de nuit et le dimanche ainsi que le secteur de transport de pas-

sagers par car. Pendant la campagne des présidentielles françaises, le « socialiste » Gérard Colomb, maire de Lyon, a appelé les « réformistes » à se réunir derrière Emmanuel Macron³, trahissant au passage le candidat de son parti pas assez « réformiste » à son goût. Son départ du gouvernement avait déçu certains éditorialistes qui y voyaient l'enterrement de la France « prête à se réformer »⁴, sa récente élection va sans doute susciter beaucoup d'espoirs chez les « réformistes » ! L'enthousiasme médiatique autour de l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence semble dépasser la joie légitime des démocrates devant la défaite de sa rivale d'extrême-droite, Marine Le Pen. On peut faire l'hypothèse qu'il existe une sorte de conditionnement aux thèses néolibérales des journalistes des médias dominants couvrant les questions économiques. Le caractère aujourd'hui hégémonique dans le domaine des sciences économiques des théories dites « de l'offre » réduit le champ des possibles en ce compris dans le traitement de l'information.

Le rôle de la superstructure, pour reprendre la terminologie marxiste, dans la reproduction de l'ordre économique existant en France comme en Belgique est intéressant à analyser dans le cas du plan Marshall impulsé par le Gouvernement PS-CDH en 2005. Ainsi, une certaine presse a relayé complaisamment les analyses partisans relatives au « déclin wallon » et a contribué à préparer les esprits à une politique économique plus volontariste (donc moins étatique cela va de soi). Elio Di Rupo, revenu alors de Porto Alegre et hors campagne électorale, se sent alors obligé de donner des gages à ceux qui le pressent d'accélérer le redressement wallon et lance en juin 2005 son appel à la mise en place d'un « plan Marshall ». Fin août 2005, le plan Marshall est sur les rails. Près d'un milliard et demi d'euros sont débloqués par les pouvoirs publics pour stimuler l'activité économique. Les principales nouveautés résident dans la mise en place de pôles de compétitivité dans des domaines où la Wallonie pourrait « exceller à l'échelle européenne et mondiale » et des allègements fiscaux pour les entreprises.

Le résultat a été salué tant par la grande presse que par le patronat. Celui-ci ne se prive pas de mettre en exergue le fait que les pôles de compétitivité tels que créés par le plan Marshall sont exemplaires notamment parce que « *Les pouvoirs publics ont encadré leur création en mettant en place des mécanismes financiers et administratifs particuliers mais ils sont gérés par des industriels* »⁵. La quintessence du néolibéralisme : outre la réduction de la fiscalité, l'intervention étatique réduite à la création des conditions favorables au déploiement du libre marché. Le succès médiatique en devenait presque prévisible !

Dans la novlangue néolibérale, le réformisme de droite est devenu le réformisme tout court. Pour la pensée dominante, le réformisme de gauche n'est plus qu'une aberration économique voire une hérésie politique. Le rôle des dirigeants européens étant supposé se limiter selon les principes de l'ordo-libéralisme allemand à prendre des mesures favorables au marché et à préserver l'équilibre budgétaire de l'État.

La Gauche doit se rétablir, comme catalyseur des espoirs, comme espace des possibles, comme lieu de production des alternatives ! Sans cela, ce n'est plus la Gauche. Cela implique d'accepter une confrontation avec les classes possédantes, ce qui n'arrive pas exclusivement lors de révolutions. Certes, la perspective révolutionnaire paraît peut-être plus enthousiasmante mais demeure encore plus éloignée. Dans les pays occidentaux, les « prolétaires » de Marx ont désormais plus à perdre que leurs chaînes. Il est vrai que si la détérioration actuelle des conditions de travail se poursuit à ce rythme, on reviendra peut-être un jour à la situation du début du XX^{ème} voire du XIX^{ème} siècle. Mais est-il justifiable de souhaiter voir les travailleurs aller au bout de l'obscurité capitaliste pour espérer observer les vieilles lunes révolutionnaires ? Finalement, le début du grand soir sera peut-être ce moment où le réformisme de Gauche, porteur de droits nouveaux et de bien-être accru, se réaffirmera dans le débat public préalablement à une action politique concrète en fonction des intérêts du plus grand nombre et avec la nécessaire mobilisation de celui-ci.

¹ <http://www.ina.fr/video/I09082533>

² <http://www.alternatives-economiques.fr/1959-bad-godesberg-ladieu-spd-marxisme/00021091>

³ <http://www.bfmtv.com/politique/collomb-appelle-les-reformistes-a-s-unir-derriere-macron-1106242.html>

⁴ <https://www.letemps.ch/opinions/2016/08/30/macron-lechec-dun-reformisme>

⁵ http://www.ucm.be/C1256COD003C8BF5/_/87E728E5B3976A6BC1257577004ADOC3?OpenDocument



Défense de la thèse révolutionnaire

LA RÉVOLUTION EST UNE IDÉE NEUVE

Par Ugo Palheta,
Professeur à l'Université de Lille 3

Les révolutions ne sont généralement célébrées qu'au passé. Parfois rêvées au futur (« quand enfin on fera la révolution... »), elles semblent avoir déserté le présent du capitalisme, notre présent. Constatant la prolifération de fictions mettant en scène des scénarios plus apocalyptiques les uns que les autres, Zizek dit ainsi qu'il nous est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme.

Ce n'est pas que ce monde serait devenu plus égalitaire, libre et fraternel, ou pour tout dire plus vivable. Bien au contraire, les inégalités ont atteint une ampleur monstrueuse (une poignée de milliardaires possédant autant que la moitié de l'humanité) ; les conquêtes sociales obtenues par les travailleurs au XXe siècle sont annihilées l'une après l'autre ; les services publics sont dépouillés ou soumis aux logiques marchandes et aux diktats du capital ; les peuples sont dépossédés de la moindre influence sur les politiques qui déterminent leur sort ; les nationalismes profitent de la situation pour les opposer les uns aux autres ; et le racisme — notamment sous la forme de l'islamophobie — se renforce et s'institutionnalise.

Ainsi le marché et la concurrence s'insinuent-ils partout, bien au-delà des seules entreprises privées, s'articulant aux dispositifs de pouvoir étatique, inter-étatiques ou supra-étatiques pour composer une structure de commandement à la fois impersonnelle et omniprésente, s'appuyant sur des affects enrôlés par le capital et des désirs travaillés par la marchandise. Il faut également compter avec le basculement climatique qui, conséquence de cette folie rationalisée que constitue le productivisme, a déjà commencé à détruire les conditions d'existence de millions de personnes à travers le monde,

mettant en péril — à un terme qui ne cesse de se rapprocher — la reproduction même de l'humanité tout entière. Un tel monde, tournant au cauchemar pour tant d'individus et rendant toute solidarité toujours plus précaire, sinon suspecte, ne peut que susciter une révolte légitime. Souvent passive parce qu'obligée de composer avec l'existant, parfois violente quand les vannes s'ouvrent enfin, cette révolte constitue la force propulsive de toute révolution possible, sans laquelle le projet révolutionnaire serait à sec, privé de carburant. Pourtant, si la révolution se nourrit de la révolte, elle ne s'y ramène pas ; elle implique la concentration des forces, l'organisation maximale des exploité·e·s et des opprimé·e·s, et une certaine conscience du but : une société émancipée du capitalisme, libérée de toute forme d'exploitation et de tout rapport d'oppression.

Plus encore, la révolution se distingue du réformisme. Au sens classique, ce dernier visait l'amélioration des conditions d'existence de la majorité par l'accumulation de réformes, conçues comme autant de petits pas vers une société post-capitaliste. Cette accumulation impliquait l'exercice du pouvoir dans le cadre institutionnel existant (théorisé explicitement par Léon Blum). Or, comme souvent, ceux qui prétendaient prendre le pouvoir ont été pris par lui. Confronté à l'épreuve du gouvernement, le réformisme a dégénéré en gestion loyale des intérêts capitalistes, et les partis qui l'incarnaient ont abandonné toute défense des salarié·e·s, toute volonté de contester le capitalisme, et toute référence à une autre société.

Qu'on pense à l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste en 1981 : après avoir mené une politique réformiste classique durant quelques mois, Mitterrand et son parti ont opéré un tournant — dit « de la rigueur » — au terme duquel

il ne restait rien ou presque de leur ambition antérieurement affichée de « changer la vie ». Dans les rares cas où des partis réformistes ne se sont pas plus ou moins complètement intégrés aux structures de l'Etat capitaliste et ont tenté de s'affronter aux classes possédantes, leurs tentatives de gagner le soutien d'une frange de ces classes et d'aller vers le socialisme par une voie purement parlementaire ont non seulement échoué, mais elles les ont rendu vulnérables à l'inévitable contre-révolution qui se préparait – allant jusqu'à leur élimination physique (comme cela a été le cas pour Salvador Allende).

L'idéal réformiste – celui de la social-démocratie telle qu'on la concevait au XX^e siècle – n'a donc plus véritablement de concrétisation aujourd'hui, notamment parce qu'il reposait sur la capacité réelle des partis réformistes et des mouvements syndicaux à obtenir de leurs bourgeoisies nationales des concessions substantielles, sous la forme de revenus supplémentaires ou de nouveaux droits (sociaux et démocratiques), autrement dit une amélioration du sort de la grande majorité. Or, le capitalisme connaît depuis les années 1970 une stagnation qui semble lui interdire dorénavant ce type de concessions : tout est au contraire mis en œuvre pour déposséder les travailleurs afin de maintenir ou rétablir les taux de profit.

Il vaut pourtant la peine de s'arrêter quelques instants sur la distinction entre ce réformisme au sens « classique », autrement dit avant qu'il mute en réformisme sans réformes puis en politique violemment anti-salariés, et le projet révolutionnaire. On affirme parfois que ce dernier ne se distinguerait du projet réformiste que par les moyens : l'un et l'autre viseraient l'émancipation humaine mais en empruntant des chemins divergents et en employant des outils différents. C'est là manquer le fait que le projet révolutionnaire s'éloigne du réformisme aussi bien par les moyens – la stratégie – que par les buts, l'idéal. Et si les moyens diffèrent, c'est aussi que l'objectif n'est pas identique.

La révolution n'a pas pour seul ou principal objectif, contrairement au réformisme, une meilleure répartition des richesses actuellement produites dans le cadre du capitalisme, mais l'abolition de toute forme d'exploitation et d'oppression. Il ne s'agit donc pas « simplement » de satisfaire les besoins fondamentaux et de réduire les inégalités de richesse (même si ces tâches sont aussi celles de la révolution), mais d'inventer un nouveau mode de production et d'échange, et en fine de nouvelles formes de vie, assurant les conditions de l'émancipation individuelle – « condition de l'émancipation de tous » comme disait Marx – et du bonheur collectif.

Pour prendre un exemple concret, celui de l'Ecole, on ne saurait se contenter de mieux distribuer – démocratiser dit-on – les « bienfaits » de l'Ecole telle qu'elle est (largement et insidieusement façonnée, de part en part, par le capitalisme). Le projet révolutionnaire consisterait à transformer l'Ecole elle-même, dans sa structure comme dans son fonctionnement, pour la rendre absolument étrangère aux besoins du capital, c'est-à-dire à des logiques de production, de qualification et de domestication de la force de travail, et l'orienter intégralement vers l'accroissement des puissances – individuelles et collectives – d'agir, de sentir et de penser.

Accomplir une telle transformation dans l'ordre social tout entier suppose une confrontation décisive avec les possédants – qui ne se réduit nullement à on ne sait quel « grand soir », car on ne saurait prévoir a priori la durée d'une telle confrontation –, et donc la mobilisation des exploités et des opprimés là où se règlent leurs destinées. Plus précisément, elle implique de démanteler les institutions du pouvoir capitaliste, en premier lieu la propriété privée des grandes entreprises (qui dictent actuellement tous les grands choix économiques), de soustraire la chose publique aux classes dirigeantes qui en conservent jalousement le monopole, et pour cela de construire de nouvelles formes politiques – des lieux de vie aux lieux de travail et d'étude – capables de rendre la démocratie à son sens authentique : un pouvoir populaire.



Défense de la thèse autonomie locale

PREMIERS PAS VERS UNE TRANSITION POST-CAPITALISTE

Par Alain Adriaens
Porte-parole du mpOC

Dès que le capitalisme est apparu au XVII^e siècle dans les campagnes anglaises, des femmes et des hommes se sont battus pour défendre leur droit à une vie digne. Diggers, Ranters, Quakers... ont tenté de continuer à gérer ensemble les prés et les bois qu'ils avaient toujours partagés (les communs). Hélas, l'Etat anglais a édicté une loi (*enclosure act*) qui a généralisé la privatisation des terres. Plus tard, des tisserands ont voulu protéger leurs activités domestiques mais les manufactures ont gagné et ces résistants furent pourchassés ou massacrés.

Au XIX^e siècle, d'autres résistants à la prolétarianisation croissante ont esquissé des projets de société alternatifs. Owen, Fourier, Morris, Proudhon ou, plus proche de nous, Godin... ont œuvré dans des lieux de vie où les travailleurs s'organisaient pour garder leur autonomie. Socialistes dits utopiques ou anarchistes, ces idéalistes ne se sont pas imposés politiquement, même s'ils ont initié des structures (mutuelles, coopératives) qui se sont perpétuées et développées, parfois avec l'aide de l'Etat, jusqu'à nos jours. A la fin du XIX^e siècle, lors des premières Internationales, des débats très animés ont eu lieu entre socialistes scientifiques (Marx), socialistes réformistes et anarchistes. Récusant tous la domination capitaliste, ils se séparèrent au début du XX^e siècle, les révolutionnaires créant le socialisme réel en Russie et les réformistes trouvant un compromis évolutif avec le marché en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis. Les anti-autoritaires furent partout vaincus (Commune de Paris en 1870, Soviets en Russie en 1917, Catalogne en 1936...).

De nouvelles critiques

D'autres voix ont commencé à dénoncer les effets néfastes de la logique productiviste que partageaient capitalisme

modéré par les sociaux-démocrates et marxisme-léninisme. Ces voix, comme celle de Lewis Mumford, Jacques Ellul, Ivan Illich critiquaient ces deux modèles car ils partageaient ce qu'ils considéraient comme des défauts : scientisme, travailisme au service d'une économie productiviste... Partout les travailleurs restaient aliénés et exploités à des degrés divers. Par la suite, l'écologie scientifique a montré que les deux systèmes, réunis par la logique du toujours plus matériel, mettaient en péril les bases physiques de la vie sur Terre.

Cette remise en cause du productivisme s'est d'abord concrétisée politiquement dans les années 60 et 70 dans des mouvements et partis écologistes. Ceux-ci ont majoritairement adopté des stratégies réformistes, même si certains défendaient des options plus révolutionnaires (ou « évolutionnaires », marquant ainsi leur rejet de toute forme de violence). Les préoccupations environnementales se mêlant aux tendances pacifiste, féministe, antiautoritaire, critique des manques de la démocratie... ont débouché sur une nébuleuse parfois confuse mais modifiant progressivement les mentalités.

Des faits donnant raison aux critiques du « système dominant », des décennies d'argumentation et de militance ont pu en convaincre beaucoup mais, au concret, les choses n'ont guère évolué. Au contraire, la victoire de la révolution néo-conservatrice et la chute de l'URSS laissent penser que la logique néolibérale va continuer à se renforcer. Economistes classiques et politiques néolibéraux nous mènent droit à la catastrophe selon les scientifiques et économistes non liés aux puissances d'argent.



Des voies explorées à nouveau

Désabusés, beaucoup de nos contemporains se réfugient dans le cynisme, ou la fuite vers les dangereux mirages que fait miroiter l'extrême droite. Mais il en est d'autres qui, persuadés que le changement ne viendra pas d'en haut disent « *Pas ça ou pas moi !* ». Ils décident alors, à leur niveau, de rompre avec la vie dénuée de sens qu'ils n'acceptent plus et ils tentent le « retrait ». Comme à d'autres époques où l'espoir en la politique faisait défaut, des individus se mettent en marge de la société. Certes, ceux-là sont minoritaires, ce qui est normal vu les risques existentiels qu'ils prennent. Le « débranchement » individuel est possible mais il est difficile et assez stérile et bientôt les « simplicitaires » isolés comprennent qu'ils ne peuvent vivre autrement qu'en faisant partie de collectifs quelque peu dissidents.

On parle de plus en plus de ces initiatives et le film *Demain* les a fait connaître. Ce documentaire n'est guère apprécié par les militants de longue date car il présente comme originales des idées qu'ils défendent depuis des décennies et le fait de manière superficielle, en complicité avec des multinationales aux pratiques diamétralement opposées aux souhaits de ce que l'on qualifie parfois de « mouvement de la Transition ». Et puis, il fait l'impasse sur les rapports de force : si un tel mouvement s'étendait, il serait vite réprimé par le système dominant qu'il gênerait.

Cependant, évitons de traiter cette émergence sympathique de « bisounours » ou, pire, de « bobos » et réfléchissons plutôt à comment articuler ces nouvelles initiatives avec d'autres qui les ont précédées ou avec les mouvements politiques non inféodés au « divin marché » ou dépendants de pouvoirs publics. Souvent, les penseurs qui soutiennent cette mouvance sont inspirés par Murray Bookchin. Cet Etats-Unien, écologiste et anarchiste, a théorisé sous le vocable de municipalisme libertaire un projet qui rend possible une démocratie véritable, tant espérée de nos jours. Celle-ci n'étant réelle que dans des échanges « face à face », Bookchin a imaginé un système décisionnel partant du bas, d'assemblées de petite taille, envoyant en cascade des délégués (avec parité femme/homme) vers les niveaux supérieurs. Ce fédéralisme démocratique inspire les expériences du Chiapas au Mexique et du Rojava

en Syrie. Comme toujours, ces sociétés sont assiégées par les forces armées des puissants qui ne peuvent supporter le succès de tels projets.

Pourquoi, pour qui travaillons-nous ?

Chez nous, c'est souvent autour de la valeur accordée au travail salarié que se révèlent les nouvelles aspirations inhérentes à ce mouvement social naissant. Aujourd'hui, trop d'emplois sont parcellisés par la logique technocratique de la méga-machine industrielle. Soumis aux impératifs de rentabilité et de concurrence du marché mondialisé, l'emploi a perdu tout attrait pour beaucoup de nos contemporains. Sauf pour certaines professions de soin ou d'éducation, les travailleurs y trouvent peu de sens car il n'a plus pour but d'être utile à la société mais est soumis aux impératifs de profit d'actionnaires inconnus. Il est plus source de stress que de satisfaction personnelle. La plupart le subissent car l'emploi apporte revenus et position sociale mais beaucoup recherchent ailleurs une valorisation et de véritables réalisations personnelles. Cela passe pour quelques-uns par un rejet du monde du travail. Cette tendance se trouve confortée par l'augmentation de la productivité et le remplacement des activités non créatrices suite à l'automatisation et la numérisation qui vont encore réduire le temps consacré au travail contraint (à moins que le capitalisme n'essaie de multiplier les « boulots de merde » destinés à maintenir les travailleurs sous la dépendance salariale plutôt qu'ayant une utilité sociale).

Le succès futur de cette mouvance émergente dépendra sans doute de sa capacité à articuler ses revendications avec celles du mouvement syndical, celui qui défend les intérêts du plus grand nombre dans le cadre du salariat qui restera encore longtemps dominant dans nos sociétés. Si celui-ci privilégie des revendications plus qualitatives (contenu du travail et participation aux décisions au sein de l'entreprise) que quantitatives (purement monétaires), avec une volonté forte de réduction collective du temps de travail, une alliance riche de promesses sera alors capable de s'opposer aux forces négatives qui maintiennent les peuples dans la sujétion et les menacent de graves crises environnementales.



AGENDA

Samedi 10 juin de 9h à 13h

Forum « Pour un accueil de qualité en maison de repos à Bruxelles »

Au programme à 9h30 : contexte et présentation des résultats de nos enquêtes par Thierry Doornaert, Alain Quairiat, Anastase Ntezilyayo. A 10h : état de la question, régulation du secteur et implémentation de la 6ème réforme de l'Etat. A 11h : ateliers thématiques (normes de personnel/financement, qualité de la prise en charge, accessibilité financière) puis mise en commun et conclusions à 12h45

Organisé par le groupe-santé du CIEP-MOC Bruxelles

Lieu : rue Pletinckx, 19 à 1000 Bruxelles – salle 4

Infos et inscriptions auprès de marta.humeres@mocbxl.be - 02/557 88 35

Du mercredi 15 au dimanche 18 juin

Assises citoyennes sur les migrations, conférences, films, débats, mobilisation, ateliers, théâtre, expos avec Fatou Diome - Refugees for Refugees - François De Smet - Fuocoammare - Théâtre d'Un Jour - Buena Vida Social Band - Claire Rodier - Théâtre Maât - François Gemenne - Frédéric Choffat - DJ Mukambo

Organisé par CNCD-11.11.11, Ciré, MOC, Vie Féminine, CSC,...

Infos et inscriptions cncd.be/assisesBXL



Lundi 19 juin de 9h à 13h

Séminaire « Une gestion alternative et une autre manière de travailler sont-elles possibles ? Dans et à quelles conditions? »

Projection de « Demain L'usine » de Clara Teper sur la lutte des Fralib. Au départ employés de la multinationale Unilever, ils se sont réapproprié leur usine et travaillent sans patron. Puis intervention et échanges avec Thierry Vandebroek administrateur de POSECO (Positive Economy Center) et de personnes du terrain.

Organisé par BRISE (Réseau Intersyndical Bruxellois de Sensibilisation à l'Environnement)

Lieu : la CSC Bruxelles- 19 rue Pléтинckx, 1000 Bruxelles - salle 3

Infos : Christina.Hosszu@acv-csc.be - 02 557 85 43

Lundi 11 septembre 2017 à 9h45

Projection-Animation-Débat « Vivre ensemble, Agir ensemble »

Organisé par : Énéo, mouvement social des aînés

Lieu : Énéo : Boulevard Anspach, 111 à 1000 Bruxelles

Infos : eneo.bruxelles@mc.be - 02 501 58 13 (entre 9h et 12h)

Jeudi 14 septembre 2017 à 14h (1^{re} séance)

Atelier d'écriture créative. Découverte et Expression

Organisé par : Énéo, mouvement social des aînés

7 séances - tous les 15 jours (14 et 28/09 - 12 et 26/10 - 09 et 23/11 - 07/12)

Lieu : à Schaerbeek, salle à déterminer

Infos : eneo.bruxelles@mc.be - 02 501 58 13 (entre 9h et 12h)

Pour s'abonner
au Chou de Bruxelles,
versez
10 euros sur le compte
799-5501554-07
avec la mention
« abonnement au Chou ».

Éditrice responsable :
Myriam Djegham
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
Impression : CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles
tél : 02/538 01 92
fax : 02/534 38 89
Design : Pixel & CO



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

culture.be